PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE ET DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

Bedrettin Düzen, un berger de 32 ans, a été tué par l'explosion d'une mine terrestre dans la région de la vallée de Doskî, dans le district de Yüksekova, à Hakkari, en Turquie, soulignant le danger permanent des mines terrestres dans les zones fréquentées par les bergers locaux.

Selon un rapport de la Fondation Baran Tursun, 451 civils, dont des enfants, ont été tués par la police entre 2007 et le premier semestre 2024.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

Le Comité des Nations unies contre la torture (CAT) a examiné le bilan de la Turquie en matière de torture et de mauvais traitements. À la lumière des rapports alternatifs soumis par plus de 40 organisations de la société civile, détaillant la torture systématique, les disparitions forcées, les exécutions extrajudiciaires et l'impunité généralisée depuis 2016, le comité a posé des questions à la délégation turque.

Les autorités turques ont reporté de trois mois la libération du détenu İlhan Sami Çomak, âgé de 51 ans, en invoquant des inquiétudes quant à sa conscience de son crime et à son potentiel de récidive, bien qu'il soit éligible à la libération conditionnelle.

Mustafa Aytaç, un détenu atteint d'un cancer, a été renvoyé en prison malgré la recommandation du Conseil de médecine légale de Turquie (ATK) de suspendre sa peine pendant six mois en raison de la détérioration de son état de santé.

Les autorités pénitentiaires n'ont pas emmené Şehriban Mimkara, un détenu souffrant d'un cancer de la gorge, à l'hôpital depuis cinq mois.

Un agent de santé travaillant au service des urgences de la faculté de médecine de l'université de Kayseri Erciyes a été victime de violences physiques de la part de Remzi Yıldırım, chef de la police du district d'Incesu, et de ses deux fils qui voulaient être examinés avant leur tour.

La famille de Mehmet Darga, un détenu de 65 ans souffrant de diabète et d'hypertension qui a subi deux angioplasties en prison, demande aux autorités turques de le libérer pour raisons médicales.

Adil Somalı, un homme d'affaires de 55 ans emprisonné pour ses liens présumés avec le mouvement Gülen, est mort d'une crise cardiaque dans une prison turque après que sa libération conditionnelle a été retardée de 15 jours en raison de l'inaction de l'administration.

Une personne nommée H. D. Ö., qui a été arrêtée par un officier de police en civil dans le district de Sarıyer à Istanbul pour Système de collecte d'informations générales (GBT), a été soumise à la violence physique des officiers de police. Les violences physiques se sont poursuivies dans la voiture de police dans laquelle il a été emmené après avoir été détenu et il a été blessé à plusieurs endroits du corps.

Mehmet Beyret, un ingénieur en informatique de 35 ans qui avait été arrêté dans l'attente de son procès il y a deux mois dans le sud-ouest de la Turquie pour des liens présumés avec le mouvement religieux Gülen, a subi une hémorragie cérébrale en prison, faute d'accès à des soins médicaux suffisants.

Fahrettin İşgüder, un homme d'affaires de 73 ans emprisonné en Turquie pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, est mort en raison de la chaleur excessive et de la surpopulation dans une prison turque après s'être effondré et avoir été hospitalisé au cours du week-end.

Hatice Kahraman, une ancienne enseignante de 40 ans licenciée et condamnée pour ses liens présumés avec le mouvement Gülen, est décédée d'une hémorragie cérébrale alors qu'elle attendait l'issue de son procès en appel.

Le Comité des Nations Unies contre la torture a publié ses conclusions sur plusieurs pays examinés lors de sa dernière session, exprimant son inquiétude face aux allégations selon lesquelles la torture et les mauvais traitements continuent de se produire en Turquie, y compris les passages à tabac et les agressions sexuelles de la part des forces de l'ordre.

Malgré la détérioration de son état de santé due à de multiples tumeurs cérébrales et à une hémorragie cérébrale, Özge Özbek reste emprisonnée en Turquie en vertu de la décision controversée du Conseil de médecine légale qui l'a jugée apte à être incarcérée.

Six adolescents détenus dans la province de Hakkari, au sud-est de la Turquie, affirment avoir été maltraités par la police.

Yıldırım Demir, un prisonnier malade dans la prison de type F de Bolu, n'a pas reçu les médicaments dont il avait besoin et n'a pas été dirigé vers le service de médecine interne malgré le fait qu'il ait été dirigé vers le service des urgences de l'hôpital à trois reprises en raison d'une hémorragie de l'estomac qu'il a eue en une semaine.

Le ministère de l'Intérieur annonce qu'un total de 73 personnes ont été arrêtées dans 16 provinces entre le 19 et le 22 juillet au motif qu'elles seraient membres du mouvement Gülen pour des raisons telles que l'utilisation de « ByLock ».

Osman Çağlar, un détenu malade dont l'état de santé se détériore pendant son incarcération, reste en prison sans recevoir de traitement médical approprié.

Mustafa Aytaç, détenu dans une prison de la province d'Afyon, dans l'ouest de la Turquie, reste incarcéré malgré un cancer et un rapport médical indiquant une forte probabilité de décès.

Six adolescents détenus dans la province de Hakkari, au sud-est de la Turquie, affirment avoir été maltraités par la police.

Yıldırım Demir, un prisonnier malade dans la prison de type F de Bolu, n'a pas reçu les médicaments dont il avait besoin et n'a pas été dirigé vers le service de médecine interne malgré le fait qu'il ait été dirigé vers le service des urgences de l'hôpital à trois reprises en raison d'une hémorragie de l'estomac qu'il a eue en une semaine.

Le ministère de l'Intérieur annonce qu'un total de 73 personnes ont été arrêtées dans 16 provinces entre le 19 et le 22 juillet au motif qu'elles seraient membres du mouvement Gülen pour des raisons telles que l'utilisation de « ByLock ».

Au cours d'une inspection de la circulation sur le boulevard Haydar Aliyev dans le district central de Kahramanmaraş, une querelle a éclaté entre le commerçant local Y. E. D. et l'agent de la police de la circulation U. K. pour une raison inconnue et U. K. a pulvérisé du gaz lacrymogène sur Y. E. D. et a fait usage de violence verbale et physique.

Vahdettin Erdemci, un prisonnier malade dans la prison de haute sécurité de Konya Ereğli, a été soumis à la violence physique des gardiens en service dans la prison et a été blessé dans plusieurs parties de son corps.

Abdulkadir Bozkurt, détenu à la prison de type F n°2 de Tekirdağ, a déclaré avoir été torturé, maltraité et menacé de mort par le directeur de la prison, les gardiens et le psychologue, précisant qu'il avait été confiné dans une petite cellule, déshabillé, battu et qu'il craignait pour sa vie.

La libération conditionnelle de trois prisonniers - Soydan Akay à la prison d'Istanbul Marmara (Silivri), Ali Odabaşı à la prison d'Ankara Sincan, et Ünal Üneş à la prison de type H d'Erzurum - a été arbitrairement refusée par les comités d'administration et d'observation des prisons.

Nevzat Akbulak, détenu à la prison de haute sécurité n° 1 d'Elazığ, a vu sa libération reportée pour la troisième fois de six mois, le Conseil d'administration et d'observation des prisons l'ayant considéré comme « n'ayant pas une bonne conduite » pour avoir refusé d'accepter des remords forcés.

L'Association de la société civile dans le système pénal (CİSST) s'inquiète de la détérioration de l'état de santé d'Abdulalim Kaya, 81 ans, un détenu atteint de démence et de plusieurs maladies graves, et demande instamment aux autorités turques

d'améliorer les conditions carcérales et d'envisager sa libération pour qu'il reçoive des soins médicaux appropriés.

Tayfun Kahraman, un prisonnier du procès de Gezi en Turquie, serait victime de mauvais traitements en détention, notamment parce qu'on lui refuse l'accès à des soins médicaux et à d'autres droits fondamentaux, ce qui suscite des inquiétudes quant à son bien-être.

CONDITIONS CARCÉRALES / REFUS DE SOINS MEDICAUX

Mehmet Emin Çam, 72 ans, détenu à la prison fermée de type T de Beşiri à Batman, dans l'est de la Turquie, se verrait refuser l'accès à ses médicaments essentiels depuis deux semaines.

Les détenus d'une prison de Malatya sont contraints de vivre dans des salles surpeuplées, ce qui entraîne de graves problèmes de santé, un accès limité à l'eau et des repas inadéquats, alors que les familles demandent aux autorités de remédier à la détérioration des conditions.

Les fouilles à nu illégales sont devenues de plus en plus fréquentes à la prison de Batman, suscitant des inquiétudes quant aux violations systématiques des droits de l'homme dans l'établissement.

Yaşar Bayar, un détenu de la prison de type L de Giresun Espiye, n'a pas été emmené à l'infirmerie de la prison et n'a pas été envoyé à l'hôpital malgré une perte de vision et des douleurs dorsales.

Le 22 juillet 2024, Mehmet Sorkun (57 ans), l'un des prisonniers de Denizli Kocabaş de type D, de type T et de la prison ouverte, est décédé après avoir été transféré à l'hôpital pour la deuxième fois en raison d'un empoisonnement.

L'institution turque des droits de l'homme et de l'égalité (TİHEK) a fait état d'une grave surpopulation et d'installations inadéquates dans la prison de type L de Maltepe, qui accueille 2 188 détenus alors que sa capacité est de 1 760. Les plaintes pour torture et mauvais traitements n'ont toujours pas été traitées.

Une récente visite de l'Institution turque des droits de l'homme et de l'égalité (TİHEK) à la prison d'Aydın a révélé une grave surpopulation et de mauvaises conditions de vie, mettant en évidence les problèmes systémiques qui affligent les institutions pénales du pays.

Les prisonniers de la prison de type T de Balıkesir Bandırma n'ont pas reçu de ventilateurs de la part de l'administration, et certains prisonniers ont été envoyés dans des hôpitaux d'urgence en raison de problèmes de santé dus à la température élevée et à la surpopulation.

Les détenus d'une prison d'Antalya, dans le sud de la Turquie, souffrent de coupures d'eau soudaines et prolongées en raison de la chaleur estivale.

De nombreux détenus de la prison de haute sécurité Sincan no 1 d'Ankara ont été empoisonnés par le petit-déjeuner servi et ont été envoyés aux urgences. Selon certaines allégations, au moins 850 détenus de la prison ouverte de Sincan auraient été empoisonnés par les repas servis.

64 détenus de la prison de type D de Denizli auraient été empoisonnés par le déjeuner qu'ils ont pris le 23 juillet 2024 et ont été soignés à l'infirmerie de la prison puis dans des hôpitaux sans en informer leurs familles ; le Parquet de Denizli a ouvert une enquête judiciaire et administrative sur l'incident.

RÉPRESSION DE GULENISTES

En juillet et août, les procureurs ont ordonné l'arrestation d'au moins 1230 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité.

Metin Can Yılmaz, un avocat turc spécialisé dans la défense des droits de l'homme qui a été condamné à plus de 12 ans de prison en raison de ses liens présumés avec le mouvement religieux Gülen et après que la Cour suprême d'appel a annulé le jugement d'un tribunal inférieur, a été arrêté à nouveau suite à l'opposition des procureurs d'Ankara à sa libération au motif qu'il représentait un risque de fuite..

REPRESSION À L'EGARD DES KURDES

Deux détenus kurdes de la prison de Bafra, dans la province turque de Samsun, sur la mer Noire, ont été placés à l'isolement pendant 11 jours pour avoir écrit des poèmes en kurde.

Deux politiciens locaux du Parti de l'égalité et de la démocratie du peuple pro-kurde (Parti DEM) ont été arrêtés lors d'une opération de police à İstanbul.

Une prison de la province turque de Şırnak a interdit l'utilisation de la langue kurde lors des appels téléphoniques entre les détenus et leurs familles.

Les panneaux de signalisation en langue kurde dans la province de Diyarbakır ont de nouveau été enlevés à la suite d'une directive de la Préfecture.

S. A. (15 ans) a subi des violences physiques de la part de la gendarmerie lors d'une descente à domicile dans le village d'Eskihisar, dans le district de Nusaybin à Mardin.

A Mersin, 9 personnes détenues pour « propagande en faveur d'une organisation illégale » pour avoir partagé une vidéo d'elles dansant le halay sur la plage sur leurs comptes de médias sociaux ont été menottées dans le dos et forcées d'écouter la chanson nationale « Ölürüm Türkiyem » par les officiers de police en charge au département de police de Mersin.

Une branche régionale de l'Association des droits de l'homme (İHD) a publié un rapport semestriel sur la situation des droits de l'homme dans les régions de l'est et du sud-est de la Turquie, détaillant 3 895 violations des droits.

Huit journalistes kurdes arrêtés dans le cadre d'une enquête menée à Ankara et libérés dans l'attente de leur procès le 16 mai 2023 ont été condamnés à six ans et trois mois de prison.

Fermani Çetin, un détenu purgeant une peine de prison à vie dans le nord-ouest de la Turquie, a vu sa libération conditionnelle reportée de six ans en raison de sanctions disciplinaires que la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) avait jugées contraires à ses droits.

Un tribunal turc condamne Selahattin Demirtaş, ancien coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP) pro-kurde, à plus de deux ans de prison pour des propos tenus entre 2015 et 2017, au motif qu'ils dénigraient les institutions de l'État.

Un tribunal d'Ankara a rendu sa décision motivée dans le procès des journalistes kurdes condamnés pour terrorisme au début du mois de juillet, accusant les défendeurs de « manipuler l'opinion publique » par le biais de leurs publications.

La police a fait une descente lors d'un mariage kurde dans le district d'Ağrı Doğubayazıt, arrêtant plusieurs personnes, dont le propriétaire de la salle de mariage, un musicien et un caméraman, sous l'accusation de « faire de la propagande pour une organisation terroriste » liée à la présentation de vêtements et de chants traditionnels kurdes.

La police turque a arrêté Veysi Dilekçi et Gülşen Kurt, co-présidents provinciaux du Parti de la démocratie et de l'égalité du peuple pro-kurde (Parti DEM), ainsi que plusieurs autres personnes dans la province orientale de Van.

Des personnes non identifiées ont dégradé des panneaux de signalisation en langue kurde dans les provinces orientales de Diyarbakır et de Van, dans ce qui semble être une attaque à caractère raciste contre la langue minoritaire.

La police turque a arrêté cinq personnes pour avoir joué des chansons en kurde lors d'un mariage dans la province de Diyarbakır, dans le sud-est du pays.

Le parquet de Şırnak a ouvert une enquête sur 13 membres du Parti de l'égalité et de la démocratie du peuple pro-kurde (Parti DEM) pour avoir chanté un hymne kurde lors d'une manifestation dans le sud-est de la Turquie.

A Osmaniye, 5 personnes, dont les co-présidents du district central d'Osmaniye du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (Parti DEM), Sevgi Aydın et Faruk Kahraman, ont été arrêtées au motif qu'elles avaient dansé le halay en jouant de la musique kurde à l'occasion d'un mariage.

Dans le district d'Esenyurt à Istanbul, une descente de police lors d'un mariage à Pınar Mahallesi, prétendument à cause de "chansons politiques kurdes", a conduit à l'arrestation de 8 personnes.

Les employés d'une chaîne de restaurants de l'aéroport d'Istanbul se sont vu interdire d'écouter et de parler kurde, les remarques discriminatoires du directeur ayant entraîné la démission de 12 employés kurdes.

Trente et un détenus kurdes de la prison d'İzmir, en Turquie, ont été interdits d'appels téléphoniques et de visites pendant un mois après avoir commémoré la résistance de Kobani avec des chansons et des slogans kurdes.

DROITS DES FEMMES

Au moins 56 femmes ont été assassinées par des hommes tandis que 47 sont mortes dans des circonstances suspectes en juillet et en aout, selon les rapports mensuels publiés par BIANET.

Au total, 205 femmes ont été assassinées par des hommes en Turquie au cours des six premiers mois de cette année, tandis que 117 sont mortes dans des circonstances suspectes, selon un rapport de la plateforme « Kadın Cİnayetlerini Durduracağız ».

Dans le cadre de l'enquête menée par le le parquet d'Izmir pour ''violation de la loi sur la prévention du financement du terrorisme'' et ''appartenance à une organisation illégale'', 6 personnes dont Nilay Güleser, co-présidente de l'association égéenne des parents de prisonniers et de détenus (Ege TUHAYDER), ont été arrêtées.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

Un étudiant palestinien en Turquie risque l'expulsion après avoir participé à une manifestation contre les relations commerciales avec Israël, une action qui a conduit les autorités turques à entamer une procédure d'expulsion.

Ibrahim Izziddin, un demandeur d'asile syrien détenu au centre d'expulsion de Kırklareli Pehlivanköy en vue de son expulsion, serait décédé des suites de mauvais traitements.

Plusieurs réfugiés qui ont été témoins des actes de torture et des mauvais traitements dont aurait été victime le réfugié syrien İbrahim İzziddin au centre de renvoi de Kırklareli, où il est mort le 16 juillet 2024, ont été expulsés de force après qu'on leur eut fait signer des « documents de retour volontaire ». Un témoin a affirmé qu'ils avaient signé par peur de la violence, tandis qu'İzziddin a résisté et est mort plus tard après que les gardiens aient ignoré ses appels à l'aide.

Au cours d'un trajet en métro à Istanbul, deux hommes auraient agressé verbalement et physiquement un enfant syrien qui vendait des barrettes, l'un d'eux s'étant également opposé à un passager qui tentait de s'interposer, en mettant en doute la nationalité du passager.

Lors de la réunion de l'assemblée de juillet de la municipalité de Denizli Sarayköy, il a été décidé d'augmenter les frais de contrat de mariage, qui sont de 300 TL hors TVA pour les citoyens de la République de Turquie, à 30 mille TL hors TVA de 100 fois pour les étrangers, et de réglementer les frais de certificat d'adresse et de numérotation à 30 mille TL hors TVA pour les étrangers.

Le maire de la municipalité d'Afyon, Burcu Köksal, a annoncé lors de l'ouverture de l'application "Restaurant public" lancée dans toute la province que les restaurants publics ne serviraient que les citoyens.

Ahmed Aabo, un réfugié syrien en Turquie, a été temporairement privé d'un traitement essentiel contre le VIH en raison d'obstacles bureaucratiques, ce qui a suscité des inquiétudes quant aux violations des droits de l'homme et à la politique de santé publique, alors qu'il était détenu et transféré entre des centres de rapatriement, notamment à Adana et Arnavutköy, après que son statut de protection temporaire a été désactivé en vertu du code de restriction G-78.

Après les attaques racistes visant les réfugiés/demandeurs d'asile, qui ont commencé à Kayseri et se sont poursuivies dans plusieurs provinces de Turquie, environ 3000 réfugiés/demandeurs d'asile syriens ont quitté Kayseri et au moins 24 lieux de travail appartenant à des réfugiés/demandeurs d'asile syriens ou dans lesquels ils travaillaient ont été fermés.

Hanan Mouselli Dagır, avocate d'origine syrienne récemment devenue membre du barreau d'İzmir, a fait l'objet de remarques racistes, discriminatoires et haineuses sur les médias sociaux.

À Konya, le restaurant Aleppo géré par des réfugiés syriens a été lapidé et rendu inutilisable par des anti-réfugiés.

Dimanche soir, un groupe d'hommes a pris pour cible des entreprises et des propriétés syriennes à Kayseri. Des vidéos diffusées sur les médias sociaux montrent une épicerie en train d'être incendiée.

Les médias sociaux turcs ont été envahis par des discours de haine visant les réfugiés syriens mardi, à la suite d'une série d'attaques contre la communauté des réfugiés à travers le pays depuis dimanche.

Ahmet Handan El Naif, un réfugié syrien de 17 ans, a été tué à Antalya mardi, alors que les attaques racistes contre les Syriens se multiplient dans plusieurs provinces turques depuis dimanche.

Une violation massive de données a compromis les informations personnelles de plus de 3 millions de réfugiés syriens résidant en Turquie, dans un contexte de vague de violence anti-syrienne dans le pays.

Un radeau de sauvetage transportant des migrants s'est écrasé sur des rochers au large de la ville de Çeşme, sur la côte égéenne de la Turquie, tuant sept personnes à bord.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

Le radiodiffuseur international public allemand Deutsche Welle (DW) portera la condamnation du coordinateur de son bureau d'Istanbul, le journaliste Bülent Mumay, devant la Cour constitutionnelle de Turquie, après qu'une cour d'appel inférieure a refusé d'annuler sa condamnation.

Le poète Nevzat Çelik a été arrêté à İzmir en raison d'un message sur les réseaux sociaux concernant un incendie de forêt, mais il a été libéré après avoir fait une déclaration.

Les autorités turques ont bloqué l'accès à Roblox, une plateforme de jeux en ligne populaire, peu après avoir imposé une interdiction similaire sur Instagram.

Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK), le régulateur turc de la diffusion et du streaming, a annulé la licence de diffusion de la station de radio indépendante Açık Radyo (Open Radio) en raison d'une référence au "génocide" dans le massacre des Arméniens dans les derniers jours de l'Empire ottoman..

L'association des femmes journalistes de Mezopotamya (MKG) a annoncé dans un rapport mensuel qu'un total de 22 femmes journalistes ont été impliquées dans des procédures judiciaires en juin en raison de leurs activités professionnelles.

Les nouvelles concernant la nomination de l'ancien ministre des transports Cahit Turhan en tant que PDG de la société de l'autoroute de Marmara Nord, qui est exploitée conjointement par les sociétés Limak, Cengiz, Kolin et Kalyon, ont été interdites d'accès par la décision du 1er juge pénal d'Istanbul.

Les reportages sur les déclarations faites dans le cadre de l'enquête contre Ayhan Bora Kaplan, qui est jugé pour être le chef d'une organisation criminelle, que certains fonctionnaires ont accepté des pots-de-vin et abusé de leurs fonctions, et qu'une

nouvelle enquête a été lancée sur les allégations contre ces personnes, ont été bloqués par le 10ème juge pénal d'Istanbul.

Le site web de MedyaRadar www.medyaradar.com a été bloqué par la décision du 3e tribunal pénal d'Istanbul.

Près de 200 journalistes ont comparu devant les tribunaux turcs entre avril et juin 2024, accusés notamment d'« aide à une organisation terroriste » et d'« insulte au président », dans un contexte d'escalade des poursuites judiciaires et des menaces à l'encontre du personnel des médias.

L'acquittement de la coprésidente de l'association des droits de l'homme, Eren Keskin, dans le procès intenté contre elle pour des déclarations sur le professeur de yoga Akif Manaf, et l'acquittement de trois avocats jugés pour avoir « insulté » Akif Manaf ont été supprimés par la décision de la Haute cour de justice pénale.

Au total, 515 journalistes ont fait l'objet de poursuites en Turquie au cours des six premiers mois de 2024, et 36 d'entre eux ont été condamnés à des peines d'emprisonnement ou à des amendes substantielles.

Le 6e tribunal pénal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès aux informations sur l'allégation selon laquelle le député AKP de Bursa et ancien ministre de l'Industrie et de la Technologie Mustafa Varank, son parent l'homme d'affaires Islam Cevahir, le directeur général de DHMI et membre du conseil d'administration de THY Hüseyin Keskin et le patron de Simit Sarayı Abdullah Kavukcu ont effectué un pèlerinage à bord d'un jet privé appartenant à Abdullah Kavukcu.

Le journaliste Tolga Şardan a comparu devant le tribunal mardi pour diffusion d'informations trompeuses et dégradation des institutions de l'État après son article de T24 sur un rapport judiciaire de l'agence de renseignement, risquant jusqu'à cinq ans de prison.

L'accès aux informations et aux chroniques sur Simit Sarayı, qui a reçu un financement public important en raison de sa position progouvernementale, a été bloqué par le 3e juge pénal d'Istanbul.

Les reportages sur le dîner de 168 000 lires turques entre Metin Kıratlı, le chef des affaires administratives de la présidence, et Serkan Korkutata, le vice-président provincial de l'AKP à Ankara, ont été interdits d'accès par le 1er tribunal pénal d'Ankara.

La Turquie est le premier pays à interdire l'accès à Wattpad, une plateforme de publication numérique populaire qui compte plus de 90 millions d'utilisateurs mensuels dans le monde.

La Turquie a interdit l'accès à 219 059 URL en 2023, dont 14 680 articles de presse, couvrant principalement des allégations de corruption et de mauvaise conduite.

Les reportages sur l'allégation selon laquelle plusieurs enfants âgés de 7 à 14 ans, qui se sont rendus à l'Association de la jeunesse anatolienne (AGD) dans le district Artuklu de Mardin à différents moments, ont été victimes de harcèlement sexuel de la part d'un représentant de l'association, ont été interdits d'accès par la décision du deuxième tribunal pénal de Mardin.

Le réalisateur Ömer Leventoğlu et le caméraman Hüseyin Altürk ont été brièvement détenus par la police sur l'autoroute Sakarya-Kocaeli pour possession de t-shirts à l'effigie du politicien kurde emprisonné Selahattin Demirtaş ; ils ont été relâchés après plusieurs heures, et les t-shirts ont été confisqués.

Les noms de domaine de l'Agence Mezopotamya mezopotamyaajansi.net, mezopotamyaajansi37.com, mobilma.com et mezopotamyapanel.com ont été bloqués sur décision du juge pénal de Gümüşhane pour des raisons de protection de la sécurité nationale et de l'ordre public.

Le Conseil suprême de la radio et de la télévision de Turquie (RTÜK) a imposé des sanctions administratives à Netflix, MUBI et BluTV pour avoir hébergé des contenus jugés immoraux.

Le poste de l'économiste Selçuk Geçer, qui a partagé la liste des grandes entreprises qui ne paient pas d'impôts, et les reportages sur le sujet ont été bloqués pour violation des droits de la personne par la décision de la 5e chambre pénale d'Istanbul.

Les procureurs turcs ont ouvert une enquête sur une célèbre actrice, Berna Laçin, qui a critiqué les législateurs qui ont soutenu une loi critiquée pour avoir ouvert la voie à l'abattage massif de chiens errants dans le pays.

Suite à la nomination de Yasin Ekrem Serim, le fils de Maksut Serim, membre du conseil d'administration de la Halk Bank et conseiller présidentiel, au poste d'ambassadeur à Nicosie, les informations concernant le document censé prouver le partenariat entre Yasin Ekrem Serim et l'opérateur de casino assassiné Halil Falyalı ont été interdites d'accès par la 10e chambre criminelle d'Istanbul.

Instagram a été bloqué en Turquie en raison du rejet par les représentants de Meta de la demande de la Turquie de censurer les contenus faisant l'éloge de certains groupes que le pays considère comme des organisations terroristes.

La 9e chambre pénale d'Istanbul Anatolie a décidé que divers articles de presse sur le fils du président Recep Tayyip Erdoğan, Ahmet Burak Erdoğan, soient bloqués d'accès et supprimés pour cause de violation des droits de la personne.

La Turquie a connu une décennie d'hostilité envers la presse sous le président Recep Tayyip Erdoğan, avec cinq journalistes tués, 131 emprisonnés, 77 condamnés pour « insulte au président » et des centaines d'autres poursuivis pour leur travail, selon le bilan

dressé par Reporters sans frontières (RSF) à l'occasion du 10e anniversaire de la présidence Erdogan.

Un tribunal turc a arrêté une femme qui a critiqué le président Recep Tayyip Erdoğan pour une récente interdiction du réseau social Instagram lors d'une interview dans la rue dans la province occidentale d'İzmir.

Bilal Erdoğan, le fils cadet du président turc Recep Tayyip Erdoğan, a vu des tribunaux bloquer l'accès à 237 contenus en ligne le concernant, y compris des reportages et des posts sur les médias sociaux.

Un tribunal turc a bloqué l'accès au rapport de surveillance des médias de Bianet, qui documente les violations des droits liés à la liberté de la presse.

Le correspondant de Sözcü, Evren Demirdaş, a fait l'objet de menaces en ligne et d'attaques personnelles de la part du président de Ziver Holding, Veysel Demirci, après avoir fait un reportage sur un important contrat gouvernemental attribué à l'entreprise.

Le site web de l'agence de presse pro-kurde, Mezopotamya Ajansı (MA), a été bloqué en Turquie.

Le journaliste Murat Ağırel fait l'objet d'une enquête en Turquie en raison de son livre « Havana », qui traite du trafic de drogue, et a fait une déclaration à la police dans le cadre de l'enquête.

Un tribunal turc a ordonné l'interdiction d'accès aux comptes X de 82 personnes, dont d'éminents journalistes et hommes politiques, tels que le politicien kurde Ertuğrul Kürkçü, les journalistes Amberin Zaman, accusés de diffuser de la propagande terroriste.

La journaliste de l'agence de presse Demirören (DHA) Zehra Baykal a été agressée physiquement et blessée par un groupe qui serait lié aux deux personnes disparues après avoir pris la mer à Yalova.

À İstanbul, une jeune fille de 16 ans est accusée d'avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan, et le procureur demande sa condamnation.

Kemal Kılıçdaroğlu, ancien dirigeant du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), risque plus de trois ans de prison depuis qu'un tribunal a accepté un acte d'accusation l'accusant de « faire l'éloge du crime et des criminels » à travers des déclarations publiques faites depuis plusieurs années pour défendre les victimes de la répression gouvernementale de la dissidence.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

La police turque a arrêté 4 activistes à Ankara lors d'une manifestation contre un projet de loi controversé visant les chiens errants.

La police turque a arrêté 20 manifestants à Istanbul et dans la capitale Ankara lors des marches de commémoration des 33 personnes qui ont perdu la vie dans l'attentat-suicide d'ISIS en 2015 dans le district de Suruç, dans la province de Şanlıurfa, dans l'est de la Turquie.

La Préfecture de Şırnak annonce une interdiction de trois jours sur tous les rassemblements publics, les événements et les activités connexes du 14 au 16 août 2024, y compris les voyages inter-districts et les mouvements collectifs dans la province.

Plusieurs centaines de personnes ont participé à une marche des fiertés LGBTQ à Istanbul, interdite par les autorités locales, ce qui a conduit à la détention de 15 manifestants.

La police d'Ankara a dispersé par la force une manifestation organisée par un syndicat de travailleurs de l'éducation, arrêtant 15 enseignants.

La police est intervenue lors d'une déclaration de presse devant le palais de justice d'Istanbul Çağlayan demandant la fermeture des prisons de type Y et S, également connues sous le nom de prisons « de type puits », et a arrêté trois personnes : Ayşe Lerzan Conde, Hasan Basri Yıldız, et Emir Karakum.

La Préfecture de Mardin annonce une interdiction de trois jours sur tous les rassemblements publics, y compris les réunions en plein air et à l'intérieur, les marches, les déclarations à la presse, les grèves de la faim, les sit-in, l'installation de stands ou de tentes, les activités de drones, les sondages, la distribution de tracts et les activités similaires, à partir du 15 août 2024.

A Soma, Manisa, les forces de gendarmerie ont arrêté au moins 70 personnes, dont le président du syndicat indépendant des mineurs, Gökay Çakır, lors d'un sit-in de protestation des mineurs qui s'opposaient au licenciement de travailleurs pour s'être syndiqués.

Des travailleurs licenciés de CarrefourSA en Turquie ont été arrêtés par la police alors qu'ils protestaient contre leur licenciement, ce qui a mis en lumière les tensions entre les militants des droits du travail et les forces de l'ordre.

A Gaziantep, la police est intervenue et a arrêté 33 personnes, dont le président de BİRTEK-SEN Mehmet Türkmen et le spécialiste de l'organisation Mazlum Ayçiçek, lors d'une manifestation des travailleurs d'Akcanlar Tekstil et de BİRTEK-SEN contre les mauvaises conditions de travail et les déductions fiscales, après que leur déclaration de presse prévue devant un hôtel ait été bloquée par les autorités.

Au cours des célébrations de la Journée mondiale du Beykozlular dans le district de Beykoz à Istanbul, un groupe apparemment affilié au Parti du mouvement nationaliste (MHP) a tenté de perturber le concert de Suavi en scandant des slogans tels que « Nous ne voulons pas de terroristes à Beykoz ».

Un homme a été arrêté après avoir manifesté en jetant des melons devant une municipalité dirigée par l'AKP, exprimant son mécontentement à l'égard des actions du gouvernement local.

Dans le district de Savur à Mardin, la gendarmerie a utilisé des gaz lacrymogènes et des canons à eau pour disperser les personnes qui protestaient contre les équipes de Dicle Elektrik Dağıtım A.Ş. (Dicle Elektrik Dağıtım A.Ş.) qui étaient arrivées dans le quartier de Sürgücü sous escorte de la gendarmerie.

IMPUNITÉ ET INDEPENDANCE JUDICIAIRE

L'ancien procureur général d'Istanbul, Hadi Salihoğlu, et plusieurs autres hauts fonctionnaires judiciaires doivent être jugés pour avoir prétendument utilisé leurs fonctions pour protéger le réseau criminel du prédicateur télévisé condamné Adnan Oktar.

Un jugement récemment rendu par la Cour constitutionnelle turque a démontré que la plus haute juridiction ferme les yeux sur un arrêt historique de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) qui a blâmé la Turquie pour la condamnation systématique de personnes accusées d'avoir des liens avec le mouvement Gülen, basé sur la foi.

Le Parlement turc a ignoré une décision de la Cour constitutionnelle concernant le statut parlementaire de Can Atalay, ce qui a conduit à une session houleuse et au rejet des motions de l'opposition.

Le Conseil des juges et des procureurs (HSK) a suspendu O.A., le juge président de la 15e Haute Cour pénale d'Istanbul, ainsi que les membres du tribunal A.A. et V.G., accusés d'avoir accepté un pot-de-vin de 720 000 dollars pour libérer des associés d'un célèbre baron de la drogue hollandais.

La Cour constitutionnelle turque a déclaré que la suppression du statut parlementaire d'un législateur de l'opposition dont l'incarcération a conduit à une crise judiciaire est "nulle et non avenue", ravivant une fois de plus les appels à sa libération immédiate.

Le président Recep Tayyip Erdoğan a nommé Metin Kıratlı, le plus haut bureaucrate de Turquie en poste au palais présidentiel d'Erdoğan, comme nouveau membre de la Cour constitutionnelle de Turquie, jetant une nouvelle fois une ombre sur l'indépendance de la Cour.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a notifié lundi à Ankara un millier de requêtes inscrites au rôle pour des condamnations de membres du mouvement Gülen en raison de l'utilisation de l'application pour smartphone ByLock, à la suite d'un arrêt historique rendu en septembre 2023, selon lequel l'utilisation de l'application ne constitue pas un élément de preuve fiable ni une infraction pénale.

Özgür Taşçı, diplômé de la faculté de droit, a été éliminé lors de la phase d'entretien pour le poste de juge bien qu'il se soit classé deuxième au niveau national lors de l'examen de candidature au poste de juge de l'année dernière, déclenchant une controverse à l'échelle nationale sur le système d'entretien de la Turquie pour les postes judiciaires et les emplois de la fonction publique.

Le ministère turc de la justice a rejeté une requête des avocats de l'homme d'affaires et philanthrope emprisonné Osman Kavala demandant au ministère d'affirmer son autorité pour demander à la plus haute cour d'appel de revoir sa décision confirmant sa condamnation.

Une jeune fille de 16 ans, détenue le 7 mai avec 13 autres mineurs dans le cadre d'une enquête en cours sur le mouvement Gülen, est désormais accusée de terrorisme.

Le journaliste Hayko Bağdat, turco-arménien basé en Allemagne, a été condamné à 14 mois de prison avec sursis pour avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan.

LIBERTÉ DE RELIGION

Des manifestants alévis ont organisé une marche à Hacıbektaş pour s'opposer à l'occupation en cours de leur Dergah sacrée de Hacıbektaş, exprimant leur colère et leur frustration face à l'occupation du site depuis plusieurs jours, et exigeant le rétablissement de leurs droits religieux et l'expulsion des occupants du site.

RÉPRESSION TRANSNATIONALE

Un journaliste syrien, Bakr al-Kassem, travaillant pour plusieurs médias dans une région du nord du pays contrôlée par des factions rebelles soutenues par la Turquie, a été arrêté par les autorités locales.

Depuis 2016, le gouvernement turc a saisi 232 écoles gérées par le mouvement confessionnel Gülen dans 21 pays.

İris Mozalar, militant LGBTI+ et membre du Parti des travailleurs de Turquie (TİP), a été détenu à İstanbul, puis arrêté pour des messages sur les médias sociaux défendant les réfugiés après des attaques contre des réfugiés syriens à Kayseri.

La police turque a arrêté onze étudiants et cinq femmes au foyer lors de récentes descentes à Bursa et à İstanbul en raison de liens présumés avec le mouvement Gülen.

AUTRES MINORITÉS

Les crimes de haine contre les minorités religieuses en Turquie sont en augmentation, avec des incidents visant les chrétiens, les juifs et les alévis, bien que beaucoup ne soient pas signalés en raison de la réticence des victimes et de la crainte d'un soutien juridique inadéquat, selon un rapport de l'initiative pour la liberté de croyance (Freedom of Belief Initiative).

La famille du rédacteur en chef de Bianet, Ruken Tuncel, a été victime d'une agression raciste à son domicile d'Istanbul. Il s'agit du deuxième incident de ce type commis par des voisins en l'espace d'un an, avec agression physique et discours haineux les qualifiant d'« Arméniens » et de « terroristes ».

Garo Kaprielyan, ancien président du conseil d'administration de l'église Kınalıada Surp Krikor Lusavoriç, qui vit à Kınalıada, Istanbul, a été victime d'insultes racistes et d'agressions physiques de la part des employés d'un supermarché du quartier.

Melih Gökçek, ancien maire d'Ankara et homme politique de premier plan, s'en est pris aux minorités ethniques et religieuses de Turquie, affirmant que des millions de Grecs, d'Arméniens et de Juifs se font passer pour des Turcs musulmans et que leur appartenance ethnique devrait être indiquée sur les cartes d'identité nationales.

Le rapport 2023 de l'Initiative pour la liberté de croyance, intitulé « Hate Crimes in Turkey Based on Religion, Belief, or Non-Belief » (Crimes de haine en Turquie fondés sur la religion, la croyance ou la non-croyance), met en évidence 47 crimes de haine visant principalement les chrétiens, suivis par les juifs, les alévis, les musulmans, les ezidis et les athées, sur la base de la surveillance des médias et des notifications communautaires, dans le but de prévenir de tels crimes et d'éliminer l'impunité.